

## La motivation des revirements de jurisprudence du juge administratif : quel bilan dresser aujourd'hui ?

Chloé Pros-Phalippon, Maître de conférences à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne, Centre de recherches critiques sur le droit (UMR 5137)

---

### L'essentiel

L'enjeu de la motivation des décisions de justice est au coeur des réflexions des juridictions françaises et, dans le cadre de ces réflexions, la problématique de la motivation des revirements de jurisprudence présente une singularité certaine. Il est intéressant, dix ans après la remise au vice-président du Conseil d'État du rapport sur la rédaction des décisions de la juridiction administrative, de dresser un bilan de la méthode du juge administratif. Celui-ci a changé de paradigme pour rendre des revirements plus pédagogiques revêtant la forme de modes d'emploi mais la politique jurisprudentielle du juge administratif est à parfaire en termes de lisibilité du revirement.

Trente ans après la consécration de l'arrêt *Nicolo*, archétype du revirement dissimulé derrière une motivation sibylline, le commissaire du gouvernement sur l'affaire P. Frydman soulignait que la rédaction de l'arrêt s'inscrit « aux antipodes des préconisations actuelles en matière de motivation des décisions de la juridiction administrative »<sup>(1)</sup>. L'enjeu de la motivation des décisions de justice est, il est vrai, au coeur des réflexions des juridictions françaises ces dernières années, la logique déductive, bâtie dans le mythe du juge censé se borner à appliquer la loi, et *l'imperatoria brevitatis* qui en découle, ne suffisant plus aujourd'hui à traduire le raisonnement du juge dans un contexte où tant le Conseil d'État que la Cour de cassation assument leur pouvoir normatif.

Le Conseil d'État est le premier à avoir amorcé une réflexion autour de la rédaction de ses décisions de justice avec la remise, le 14 mai 2012, au vice-président du Conseil d'État du rapport du groupe de travail sur la rédaction des décisions de la juridiction administrative. Le Conseil d'État a alors fait le choix d'une méthode progressive reposant sur la mise en place d'expérimentations ; un comité de pilotage a d'abord coordonné en 2013 les expérimentations engagées par quatre des sous-sections de la section du contentieux ; à la suite de l'évaluation de ces expérimentations, la publication d'un *Vademecum* le 10 décembre 2018, dont les recommandations sont appliquées au sein de l'ensemble de la juridiction administrative depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, est venue parachever ce processus. Une évolution plus générale des Hautes juridictions françaises s'est engagée ces dernières années puisque, à l'initiative de son premier président Bertrand Louvel, la Cour de cassation adopte depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019 de nouvelles règles de rédaction de ses arrêts, privilégiant notamment un style direct, sans « attendu », et une méthode de rédaction explicitant ce qui relève des faits, de la procédure, de l'examen des moyens et enfin du dispositif. De même, le Conseil constitutionnel a inauguré avec les décisions n° 2016-539 QPC et n° 2016-540 QPC du 10 mai 2016 le style direct et abandonné la phrase unique manifestée par les visas et les considérants, un communiqué du 10 mai 2016 expliquant que « ce nouveau mode de rédaction a pour objectifs de simplifier la lecture des décisions du Conseil constitutionnel et d'en approfondir la motivation »<sup>(2)</sup>.

Dans le cadre de cette réflexion, doit être soulignée la place singulière des arrêts de revirement car le revirement appelle nécessairement une motivation singulière afin d'en comprendre les raisons, d'autant que son application, par principe rétroactive, est susceptible de heurter la sécurité juridique du justiciable. À cet égard, la Cour européenne des droits de l'homme exige du juge interne qu'il explique « les raisons de sa différence d'appréciation »<sup>(3)</sup>, l'existence d'une jurisprudence établie imposant « l'obligation de donner des raisons substantielles pour expliquer » son abandon<sup>(4)</sup>. Concernant les juridictions de l'Union européenne, le Tribunal de l'Union européenne, dans l'arrêt

*Parlement européen c/ Laurent Collée*, analysant deux arrêts du Tribunal de la fonction publique afin de déterminer si le second était constitutif d'un revirement, souligne que si l'arrêt avait constitué un revirement il aurait dû être « motivé de manière plus détaillée »<sup>(5)</sup>. Les juridictions internes ne peuvent ignorer ces jurisprudences.

La méthode rédactionnelle qui est aujourd'hui celle du Conseil d'État a fort heureusement évolué depuis l'arrêt *Nicolo*. Un bouleversement s'est opéré dès les années deux mille dans la manière dont le juge administratif entend procéder à des revirements de jurisprudence, le juge rompant avec le modèle de la phrase unique et multipliant les arrêts plus pédagogiques ainsi que l'illustrent par exemple l'arrêt *Ouatah*<sup>(6)</sup>, rendu le 20 décembre 2000, et l'arrêt *Société fermière de Campoloro*<sup>(7)</sup> en date du 18 novembre 2005. Juridictions administratives et judiciaires se rejoignent ces dernières années dans leur volonté de rendre plus lisibles leurs décisions de justice. Néanmoins, des points de rupture se font jour entre les deux ordres de juridiction sur des aspects non anodins, car révélateurs de la conception qu'a le juge de son office et de la manière dont il entend communiquer sur cet office, tenant à la question de la mention du précédent et à l'exposé des raisons du revirement. À cet égard, là où la Cour de cassation fait le choix depuis déjà dix ans<sup>(8)</sup> de mentionner la jurisprudence abandonnée et s'attache dans certains revirements à exposer les raisons de cet abandon, le juge administratif demeure réticent à s'engager dans cette voie. L'on peut ainsi se demander si la proposition formulée en 2012 dans le rapport Martin et préconisant qu'il soit fait état des précédents<sup>(9)</sup> ne semble pas rester lettre morte, comme en atteste, par exemple, la position du vice-président du Conseil d'État soulignant en 2015 que, si le juge administratif français entend approfondir la motivation de ses arrêts, « il est douteux qu'il se réfère formellement, avant longtemps, (...) à sa propre jurisprudence »<sup>(10)</sup>. À la question de savoir si le processus tendant à rendre plus compréhensibles les décisions du juge administratif était achevé, le vice-président du Conseil d'État répondait en 2018 qu'il s'agissait d'une démarche nécessaire « irréversiblement engagée, même si elle n'est pas achevée »<sup>(11)</sup>. Dix ans après la remise du rapport sur la rédaction des décisions de la juridiction administrative, il est intéressant de dresser le bilan de cette démarche du juge administratif, irréversiblement engagée, pour reprendre les termes précités, afin de comprendre quelle est sa méthode aujourd'hui en matière de motivation des revirements de jurisprudence. Le juge administratif développe depuis les années deux mille une méthode du revirement, constitutive d'une politique jurisprudentielle, mais cette politique est à parfaire.

## Des revirements plus pédagogiques

Si, pendant longtemps, le juge administratif a privilégié, à dessein, une rédaction elliptique, il a néanmoins, ces dernières années, changé de paradigme et manifeste depuis sa volonté de consacrer des revirements de jurisprudence plus intelligibles et revêtant la forme de modes d'emploi.

## Des revirements plus intelligibles

Dans un contexte de valorisation de l'exigence de sécurité juridique, consacrée pour la première fois en un véritable principe dans l'arrêt *Société KPMG et autres*<sup>(12)</sup> du 24 mars 2006, le juge administratif entend, depuis les années deux mille, rendre ses revirements plus lisibles qu'auparavant. L'évolution de la manière dont le juge administratif élabore ses revirements de jurisprudence ne s'est pas opérée brusquement et s'est amorcée par l'adoption d'une rédaction traduisant une rupture avec les fondements de la jurisprudence établie. Cela s'est traduit par l'introduction, dans les motifs des arrêts, de termes visant à réfuter les fondements de la jurisprudence ancienne, tels que la locution « alors même que »<sup>(13)</sup>, ou les locutions voisines « y compris »<sup>(14)</sup>, « quand bien même »<sup>(15)</sup>, « nonobstant la circonstance que »<sup>(16)</sup>. L'usage de ces locutions s'est véritablement généralisé dans la motivation des arrêts de revirement. Ainsi, par exemple, entre l'année deux mille deux et l'année deux mille six, nous avons recensé près d'une quinzaine d'arrêts de revirement de jurisprudence abandonnant la jurisprudence établie au moyen de la locution « alors même que »<sup>(17)</sup>. Cette locution devient un terme privilégié dans les arrêts de revirement de jurisprudence car elle permet de marquer une opposition à la jurisprudence ancienne en signifiant qu'une condition qui était requise par la jurisprudence ancienne ne l'est plus ou que les hypothèses non comprises dans le champ d'application de la jurisprudence ancienne entrent désormais dans le champ de la jurisprudence nouvelle. Lorsque sont ajoutés à sa suite les termes de la jurisprudence ancienne, est exprimée la volonté du juge administratif de dénier désormais toute pertinence à cette jurisprudence. À titre d'illustration, la rédaction du considérant de principe de l'arrêt de section *Commune de la Ferté-Milon*<sup>(18)</sup>, en date du 12 mai 2004, révèle que le juge administratif écarte les motifs qui constituaient le fondement de la jurisprudence *Ville de Saint-Jean-de-Maurienne*<sup>(19)</sup> du 28 mai 1971 par laquelle le Conseil d'État, saisi d'un litige relatif à un dommage lié à la gestion de la voirie locale, avait considéré que seule la responsabilité extra-contractuelle de l'État pouvait être recherchée,

en cas de « faute d'un agent du service refusant ou négligeant d'exécuter un ordre de l'autorité municipale ». Les fondements de cette jurisprudence tenaient à ce que la relation entre l'État et la collectivité locale bénéficiaire du concours des services techniques de l'État ne pouvait être regardée comme contractuelle et, partant, la responsabilité contractuelle de l'État ne pouvait être recherchée car l'intervention des services étatiques, obtenue « à titre onéreux, sur la demande de la commune », était exécutée « sous l'autorité du maire ». En considérant désormais, dans l'arrêt *Commune de la Ferté-Milon*, que la responsabilité contractuelle de l'État peut être engagée « alors même que cette mission s'exécute sous l'autorité du maire », le Conseil d'État abandonne explicitement ce motif. L'usage de telles locutions est donc révélateur de la volonté du juge administratif d'assurer la lisibilité de sa jurisprudence. Toutefois, ces termes, s'ils traduisent l'idée de rupture, ne sont pas employés uniquement dans les arrêts de revirement et demeurent encore trop abscons.

Fort heureusement, le Conseil d'État, réuni en formation de section, a parfait de manière inédite sa politique jurisprudentielle dans la décision *Société Hasbro European Trading* du 13 mars 2020 [📄](#) (20), qui constitue une petite révolution, en substituant à l'usage des termes encore trop sibyllins de « alors même que » ou « néanmoins », l'usage d'une rédaction plus explicite afin de traduire la rupture avec la jurisprudence abandonnée. Le Conseil d'État, saisi d'un recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de plusieurs paragraphes de commentaires administratifs publiés les 12 septembre 2012 et 7 août 2019, est amené à se prononcer sur le maintien de la jurisprudence en vertu de laquelle il jugeait que les conditions de publication des instructions fiscales au Bulletin officiel des impôts ne faisaient pas courir le délai de recours contentieux. Préalablement à l'examen du point de savoir si la société requérante est fondée à demander l'annulation des énonciations des commentaires litigieux, le Conseil d'État se prononce sur le point de départ du délai du recours pour excès de pouvoir formé à l'encontre de tout commentaire par lequel l'administration fiscale prescrit l'interprétation de la loi fiscale. La rédaction adoptée par la section du contentieux ne laisse aucune place au doute quant au choix du juge de mettre fin à la jurisprudence établie. Concernant les délais applicables à la contestation des commentaires administratifs litigieux publiés le 12 septembre 2012, le Conseil d'État juge en effet que « le délai réglementaire dont un contribuable dispose pour former un recours pour excès de pouvoir à l'encontre de tout commentaire par lequel l'autorité compétente prescrit l'interprétation de la loi fiscale, lorsque celui-ci a été inséré au BOFiP-impôts et mis en ligne sur un site internet accessible depuis l'adresse [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) entre le 10 septembre 2012 et le 31 décembre 2018, commence à courir au jour de cette mise en ligne ». C'est au stade de l'examen de la question de l'application dans le temps de cette jurisprudence nouvelle que le Conseil reconnaît explicitement abandonner la jurisprudence existante en jugeant que « la règle de forclusion énoncée ci-dessus revient sur une jurisprudence constante et, dans cette mesure, est de nature à porter atteinte au droit au recours ». La reconnaissance par le Conseil d'État, dans le corps de l'arrêt même, de sa faculté non seulement de créer une règle jurisprudentielle mais de revenir sur la règle jusqu'à appliquée, est révélatrice de la conception qu'il a aujourd'hui de son office car il assume vis-à-vis de l'extérieur sa capacité normative et s'attache à être plus transparent.

## Des revirements revêtant la forme d'un mode d'emploi

Comme le soulignent les maîtres des requêtes C. Landais et F. Lenica, les années récentes ont « vu se multiplier les exemples de motivations volontairement surabondantes, justifiées par un souci de pédagogie ou d'explicitation d'un "mode d'emploi" » [📄](#) (21). Ce mouvement a débuté au début des années deux mille, comme l'illustrent par exemple l'arrêt *Ouatah* [📄](#) (22) et l'arrêt *Commune de Barcarès* [📄](#) (23), et a atteint son apogée avec une succession d'arrêts fournissant en termes pédagogiques une grille de lecture en matière de contentieux des contrats administratifs, que sont l'arrêt *Société Tropic travaux signalisation* [📄](#) (24) du 16 juillet 2007, l'arrêt *Syndicat mixte intercommunal de réalisation et de gestion pour l'élimination des ordures ménagères du secteur est de la Sarthe* [📄](#) (25) du 3 octobre 2008, l'arrêt d'Assemblée *Commune de Béziers* [📄](#) (26) du 28 décembre 2009 et l'arrêt de section *Commune de Béziers* [📄](#) (27) du 21 mars 2011. La rédaction n'est plus tournée uniquement vers la solution du cas contentieux et le juge explicite dans l'arrêt même le sens du revirement [📄](#) (28). Ainsi, par exemple, la rédaction de l'arrêt *Graner* [📄](#) (29), du 12 juin 2020, relatif à l'accès aux archives des membres du gouvernement, revenant sur la jurisprudence *M<sup>me</sup> Rouzaud* [📄](#) (30), du 29 juin 2011, est illustrative. Dans un premier temps, le Conseil d'État précise quelle est la finalité des dispositions de l'article L. 213-4 du code du patrimoine qui consacre une protection particulière pour les archives émanant du Président de la République, du Premier ministre et des autres membres du gouvernement, en prévoyant qu'elles sont susceptibles de faire l'objet d'un protocole relatif aux conditions de traitement, de conservation, de valorisation ou de communication du fonds versé, pendant la durée des délais prévus à l'article L.

213-2, et indique comment ces dispositions doivent être interprétées. Dans le deuxième temps de son raisonnement, l'assemblée du contentieux opère une distinction selon que les protocoles ont été signés avant ou après la publication de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives. Dans un troisième temps, le Conseil d'État précise que, « dans tous les cas, l'autorisation de consultation anticipée des documents d'archives publiques est accordée aux personnes qui en font la demande dans la mesure où l'intérêt qui s'attache à la consultation de ces documents ne conduit pas à porter une atteinte excessive aux intérêts que la loi a entendu protéger, en particulier le secret des délibérations du pouvoir exécutif, la conduite des relations extérieures et les intérêts fondamentaux de l'État dans la conduite de la politique extérieure ». Ce faisant, la haute assemblée abandonne la jurisprudence établie, qui n'avait consacré qu'une simple faculté d'autoriser la consultation anticipée des documents d'archives publiques en prévoyant que la consultation anticipée d'archives publiques ne pouvait être autorisée que si la satisfaction de l'intérêt légitime de celui qui en faisait la demande ne conduisait pas à porter une atteinte excessive aux intérêts que la loi a entendu protéger, consacre une règle nouvelle et en explicite la mise en oeuvre en délivrant une grille de lecture identifiant les risques qui doivent être mis en balance. Enfin, le Conseil d'État, soucieux que la pesée de l'un et l'autre de ces éléments s'effectue en tenant compte de l'effet de l'écoulement du temps, eu égard à la nature des documents en cause, abandonne la jurisprudence établie soumettant le refus de dérogation aux règles de consultation des archives publiques à un simple contrôle restreint, et précise quel est l'office du juge de l'excès de pouvoir en matière de contrôle de la régularité et du bien-fondé d'une décision de refus de consultation anticipée du ministre de la Culture, prise sur avis conforme du signataire du protocole ou de son mandataire. En adoptant une rédaction sous la forme d'un mode d'emploi, le juge administratif reconnaît que les modalités d'application de la règle qu'il vient de consacrer, dont il admet le caractère nouveau, doivent être définies.

Le juge administratif délivre par ailleurs un mode d'emploi quant à l'application dans le temps du revirement. Le Conseil d'État a délivré, dès l'arrêt *Société Tropic travaux signalisation* [\(31\)](#), une méthode en explicitant les critères présidant au choix de moduler les effets de sa jurisprudence nouvelle. Le Conseil juge en effet « qu'il appartient en principe au juge d'appliquer les règles définies ci-dessus qui, prises dans leur ensemble, n'apportent pas de limitation au droit fondamental qu'est le droit au recours ; que toutefois, eu égard à l'impératif de sécurité juridique tenant à ce qu'il ne soit pas porté une atteinte excessive aux relations contractuelles en cours et sous réserve des actions en justice ayant le même objet et déjà engagées avant la date de lecture de la présente décision, le recours ci-dessus défini ne pourra être exercé qu'à l'encontre des contrats dont la procédure de passation a été engagée postérieurement à cette date ». Le juge administratif a fait le choix de subordonner la mise en oeuvre de sa faculté de moduler les effets de la jurisprudence nouvelle à la réalisation de deux critères, non cumulatifs, que sont le droit au recours et l'impératif de sécurité juridique. Le Conseil d'État a ainsi adopté dès l'arrêt *Tropic* un raisonnement bien plus explicite que celui de la Cour de cassation en matière de modulation [\(32\)](#). Il faut attendre 2016 pour que la Cour, sur le modèle des modes d'emploi délivrés par le Conseil d'État, adopte un attendu à la motivation enrichie reposant sur une pesée des avantages et inconvénients de l'application différée de la jurisprudence nouvelle : « Le juge doit procéder à une évaluation des inconvénients justifiant qu'il soit fait exception au principe de la rétroactivité de la jurisprudence et rechercher, au cas par cas, s'il existe, entre les avantages qui y sont attachés et ses inconvénients, une disproportion manifeste » [\(33\)](#). Toutefois, les modulations pratiquées par la Cour de cassation postérieurement n'ont réitéré que rarement une telle motivation.

L'application rétroactive de la règle jurisprudentielle doit demeurer le principe, la modulation n'étant que l'exception. En atteste le recours à la formule désormais consacrée selon laquelle « Il appartient en principe au juge administratif de faire application de la règle jurisprudentielle nouvelle à l'ensemble des litiges, quelle que soit la date des faits qui leur ont donné naissance sauf si cette application a pour effet de porter rétroactivement atteinte au droit au recours » [\(34\)](#). Par cette formule, le Conseil d'État reconnaît, par ailleurs, disposer du pouvoir de créer des règles qui ne visent pas toujours à interpréter des dispositions législatives, en employant le terme symboliquement très fort de « règle jurisprudentielle ». La Cour de cassation fait elle aussi le choix de cantonner sa faculté de différer les effets de sa jurisprudence au rang de ce qui doit rester exceptionnel, en optant néanmoins pour une terminologie différente puisqu'elle privilégie le terme d'application immédiate aux instances en cours à celui d'application rétroactive, même s'il est à noter qu'elle a pu user d'une motivation mêlant les vocabulaires de rétroactivité et d'application immédiate [\(35\)](#). La Cour fonde sa motivation sur l'absence de « droit acquis à une jurisprudence figée », formule inaugurée dans un arrêt du 21 mars 2000 et réitérée depuis [\(36\)](#), et à laquelle la Cour a adjoint par la suite une référence à l'article 6 § 1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales [\(37\)](#). Cette référence à l'absence de droit acquis à une jurisprudence figée n'est pas sans rappeler la motivation de la Cour européenne des droits de l'homme amenée à se prononcer sur les conséquences d'un revirement de

jurisprudence d'un juge interne<sup>[43]</sup>(38). En outre, et cela tranche encore avec la manière de faire du Conseil d'État, la Cour de cassation établit un lien entre la motivation enrichie de l'arrêt de revirement et sa prévisibilité. Ainsi, dans un arrêt du 2 avril 2021, amenée à se prononcer sur le point de savoir s'il faut admettre la recevabilité d'un moyen formé au soutien d'un nouveau pourvoi qui reproche à la juridiction de renvoi d'avoir statué conformément à l'arrêt de cassation l'ayant saisie, lorsqu'une décision postérieure à l'arrêt sur renvoi a procédé à un revirement de jurisprudence, l'assemblée plénière a jugé que « l'exigence de sécurité juridique ne consacre (...) pas un droit acquis à une jurisprudence figée, et un revirement de jurisprudence, dès lors qu'il donne lieu à une motivation renforcée, satisfait à l'impératif de prévisibilité de la norme »<sup>[44]</sup>(39). L'analyse de la jurisprudence du juge administratif montre que la notion de « droit acquis » n'est pas utilisée par le juge en matière d'application dans le temps de la jurisprudence. Ce choix terminologique n'est nullement anodin et peut être lu à la lumière des écrits du doyen Roubier, particulièrement éclairants, puisque l'auteur manifeste sa volonté d'ériger un droit transitoire reposant sur l'existence de situations juridiques et non sur l'existence de droits acquis<sup>[45]</sup>(40). Par ailleurs, là où la motivation de la Cour de cassation révèle une conception axée sur le concept d'application immédiate à une instance en cours, le Conseil d'État n'use que très rarement de la terminologie de « application immédiate »<sup>[46]</sup>(41) et adopte une motivation reposant sur une conception large de la notion de rétroactivité. En outre, contrairement à la Cour de cassation<sup>[47]</sup>(42), le Conseil d'État fait fi de tout fondement textuel.

Le critère du droit au recours est omniprésent dans la motivation de la modulation. Il n'est pas appelé à justifier une modulation dans la seule hypothèse dans laquelle le revirement de jurisprudence fermerait une voie de recours préexistante<sup>[48]</sup>(43). Le juge occulte bien souvent de son raisonnement le critère de la sécurité juridique<sup>[49]</sup>(44). Cela peut s'avérer regrettable en termes de lisibilité de la motivation, comme l'illustre par exemple l'arrêt *Assistance publique de Marseille*. Le critère de la sécurité juridique est passé sous silence alors même que la jurisprudence nouvelle a trait aux modalités de réparation du préjudice constitué par la perte d'une chance. Le maniement du critère de l'atteinte au droit au recours interroge donc parfois, singulièrement lorsque le juge refuse de différer les effets de la règle nouvelle<sup>[50]</sup>(45). Ainsi, par exemple, on peut s'étonner que le revirement consacré dans l'arrêt *Syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche*<sup>[51]</sup>(46) ait été regardé comme ne portant pas atteinte « à la substance du droit au recours des tiers » car, certes le revirement ne vient que modifier la nature d'un recours d'ores et déjà existant au profit des tiers à un contrat administratif, substituant la voie du recours de plein contentieux à celle du recours pour excès de pouvoir, mais le recours ainsi substitué n'est ouvert qu'au tiers susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par une décision refusant de faire droit à sa demande de mettre fin à l'exécution du contrat. Or le juge ne dit rien des raisons qui l'ont conduit à considérer que ces nouvelles modalités d'appréciation de l'intérêt pour agir n'affecteraient pas le droit au recours. La politique jurisprudentielle du juge administratif demeure encore perfectible.

## Une politique jurisprudentielle à parfaire

La culture du revirement est à parfaire puisqu'il y a encore des arrêts de revirement elliptiques, le juge administratif manifestant une réticence à utiliser une terminologie explicite propre à marquer la rupture avec la jurisprudence établie et à expliquer son choix d'y mettre fin.

## La réticence du juge à utiliser une terminologie explicite

Si dans la décision *Hasbro European Trading BV*, précitée, du 13 mars 2020, le Conseil d'État a, de manière inédite, indiqué expressément revenir sur une jurisprudence constante, cet arrêt fait encore figure à ce jour d'arrêt isolé tant est encore privilégiée une motivation à mots couverts. Lorsque la notion de revirement ou une terminologie voisine est utilisée, très rarement, il s'agit pour le Conseil d'État, non pas de consacrer ouvertement un revirement, mais de l'exclure clairement. La Cour de cassation fait parfois de même, usant de la notion de revirement pour précisément exclure cette qualification<sup>[52]</sup>(47). Toutefois, depuis une dizaine d'années, le plus souvent, c'est bien en vue d'assumer l'abandon de la jurisprudence établie que la Cour use d'une telle terminologie<sup>[53]</sup>(48).

C'est en matière de motivation relative aux effets dans le temps de la jurisprudence que le Conseil d'État, et parfois les juges du fond<sup>[54]</sup>(49), usent de la notion de revirement ou d'un terme voisin afin d'exclure que l'arrêt revête cette portée. En ce sens, le Conseil d'État a, en 2012<sup>[55]</sup>(50), dénié en termes explicites la qualification de revirement à la décision *SA General Electric Capital Fleet Services*<sup>[56]</sup>(51) en jugeant que, « si la Société des transports du Grand Angoulême soutient que la décision du Conseil d'État statuant au contentieux du 27 juillet 2009 *SA General Electric*

*Capital Fleet Services*, par laquelle il a été jugé que le remboursement d'un excédent de taxe sur la valeur ajoutée ne pouvait être demandé par une réclamation formée sur le fondement de l'article L. 190 du livre des procédures fiscales, est un revirement de jurisprudence et que l'application de cette jurisprudence doit être différée dans le temps afin d'assurer le respect du principe de sécurité juridique, cette décision ne pouvant être regardée comme constituant un revirement de jurisprudence, ce moyen doit, en tout état de cause, être écarté ». Plus récemment, dans l'arrêt *Association Section française de l'Observatoire international des prisons* (52) du 25 novembre 2020, le Conseil d'État précise expressément adopter une interprétation constante des dispositions de l'article R. 421-7 du code de justice administrative, excluant ainsi que l'association requérante puisse soutenir que leur application au litige doive être regardée comme un revirement. Enfin, dans la décision *Hasbro* précitée, le Conseil d'État, amené à se prononcer sur le point de savoir si les conditions de publication des instructions fiscales font courir le délai de recours contentieux, juge que, pour les commentaires qui ont été mis en ligne sur un site internet accessible depuis l'adresse [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) entre le 10 septembre 2012 et le 31 décembre 2018, le délai de recours commence à courir au jour de cette mise en ligne, et pour ceux qui ont été mis en ligne à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, ce délai commence à courir au jour de leur mise en ligne. Pour la première période, la règle est identifiée comme revenant sur une jurisprudence constante tandis que pour la deuxième période le Conseil d'État juge que la règle de forclusion se borne à tirer les conséquences de dispositions légales et réglementaires et que, ne constituant pas un revirement, il n'y a pas lieu d'en moduler les effets. Le raisonnement fait montre de rigueur juridique et donne des bribes d'indications sur ce qu'est un revirement. Cela participe de la politique jurisprudentielle du juge. Si l'on considère que le revirement est un changement de solution non imposé par un texte (53) alors lorsqu'un changement de texte rendant nécessaire l'abandon de la jurisprudence ne constitue pas un réel revirement, on peut néanmoins regretter qu'il ne soit pas apporté davantage de précisions pour justifier que la règle de forclusion énoncée soit considérée comme édictée par un texte. Comme le soulignent N. Jacquot et N. Guillard, le raisonnement « est particulièrement sinueux, en tout cas sur les conséquences du décret n° 2018-1047 du 28 novembre 2018 pour les instructions publiées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 » (54). Certes, ce décret, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, est venu apporter des garanties quant aux conditions de publication des instructions fiscales. Toutefois, les dispositions textuelles applicables aux commentaires publiés antérieurement - notamment le décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 - apportaient déjà des garanties supplémentaires par rapport aux textes appliqués dans la jurisprudence *Association freudienne* abandonnée. La dichotomie établie entre la portée des dispositions applicables avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et la portée de celles applicables depuis cette date, sur la volonté du juge d'abandonner la jurisprudence établie n'est pas si évidente. Compte tenu de l'évolution du cadre juridique de la décision *Millon* du 27 juillet 2005, une évolution de la jurisprudence aurait pu se justifier, ainsi que le relève le rapporteur public, qui souligne que « ces éléments suffisaient théoriquement, compte tenu de la décision *Millon*, pour juger que la publication dans ce Bulletin officiel faisait courir le délai de recours à l'égard des tiers » (55). Toutefois, de manière très éclairante, les conclusions font également état de la coexistence, antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2019, de règles relatives à la « publication » des circulaires et instructions fiscales et de règles relatives à leur « mise à disposition ». La justification du choix de ne pas maintenir la jurisprudence existante semble donc résider dans la clarification apportée par le décret du 28 novembre 2018 qui met fin à cette double terminologie (56). On peut donc regretter que le Conseil d'État n'apporte pas davantage de précisions à ce sujet.

En outre, le juge administratif se refuse toujours à opérer une quelconque référence au précédent dans les motifs de ses arrêts de revirement. La référence au précédent n'est pourtant pas un procédé totalement inconnu du juge administratif puisque le Conseil d'État fait parfois référence à ses décisions de justice dans ses avis contentieux lorsque la jurisprudence constante est suivie. En revanche, lorsque l'avis contentieux fournit l'occasion de revenir sur un précédent, ce qui est rare, nulle référence n'est faite à ce précédent. L'avis rendu par le Conseil d'État en février dernier (57) concernant les conséquences de la méconnaissance du délai de préavis sur le licenciement d'un agent contractuel est parfaitement illustratif. Sollicité sur la question du maintien de la jurisprudence *Caussade* (58) à la suite de la modification de l'article 40 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 par le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015, le Conseil d'État abandonne ladite jurisprudence sans que les motifs l'explicitent. Une explicitation des conséquences de cette modification textuelle aurait été d'autant plus éclairante que la rapporteure publique, M.-G. Merloz, invitait le Conseil d'État à répondre à la cour d'appel de Versailles que la jurisprudence de 2007 n'était pas remise en cause par la reformulation de l'article susmentionné (59).

Il faut se reporter au fichage des décisions, procédé qui ne prémunit évidemment pas contre « le revirement qui ne dit pas son nom », pour reprendre les termes de la rapporteure publique M.-G. Merloz (60). La réflexion engagée

ces dernières années sur la motivation de ses décisions traduit les réticences de la juridiction administrative devant les perspectives d'une mention du précédent. En effet, si le rapport Martin préconisait qu'une référence soit faite aux « précédents », cette proposition se cantonne au cas de la référence aux précédents dont il est « fait application » (61), ignorant le cas spécifique des revirements. À sa suite, le Vade-mecum ne préconise pas en des termes clairs la référence au précédent lorsqu'il est mis fin à la jurisprudence établie (62). L'argument avancé par les membres de la juridiction administrative afin de justifier cette réserve tient à ce que le juge « n'entend pas paraître reconnaître une fonction normative » (63). A cela il peut être opposé que le juge administratif, en reconnaissant sa faculté de modulation, a d'ores et déjà officialisé son pouvoir normatif. Le Conseil d'État semble donc avoir reculé sur cette question puisque le groupe de travail constitué en 2012 prenait soin de souligner que ces références expresses ne devaient pas être considérées comme des précédents obligatoires (64). La prise en considération du précédent ne doit pas uniquement être lue comme imposant ce qui devra être jugé à l'avenir mais peut permettre, dans une visée autre, de contextualiser le problème de droit posé par le litige. Deux critiques majeures sont formulées à l'encontre de cette mention, tenant d'une part à ce qu'elle ne peut tenir lieu de raison déterminante et tenant d'autre part à l'identification des précédents référencés (65). Nous souscrivons à cette idée qu'il est indispensable d'élaborer une méthode du maniement du précédent quant au choix des arrêts cités et quant à la sélection des arrêts opérant cette mention mais, sur ce dernier point, la spécificité de l'arrêt de revirement appelle, selon nous, la mention du précédent. C'est d'ailleurs en ce sens qu'a évolué la motivation de la Cour de cassation depuis dix ans (66).

## La réticence du juge à exposer les raisons du revirement


Le juge administratif, s'il s'est forgé la conviction qu'il convient de procéder à un revirement, s'attache encore aujourd'hui à ne nullement en dévoiler les raisons dans l'arrêt, tandis que la Cour de cassation a lancé en 2011 (67) une nouvelle façon de motiver en exposant des bribes d'indications sur son choix. Cette motivation des raisons, encore très superficielle à l'époque, s'est davantage étoffée dans des arrêts plus récents, comme l'illustrent par exemple un arrêt du 19 mai 2021 (68), dont la motivation enrichie explicite la volonté du juge de procéder à un alignement des jurisprudences civiles et pénales et de prendre en compte l'évolution de la jurisprudence administrative, ou encore un arrêt du 24 février 2017 (69) dont la motivation révèle que les raisons du revirement tiennent à l'évolution du droit des obligations. Une tendance peut ainsi être observée selon le professeur P. Deumier, qui souligne que « l'arrêt expose la solution antérieurement retenue, les divergences de jurisprudence en la matière, le choix de la position la plus harmonieuse et sa raison, le tout en citant les précédents utiles » (70). Le juge administratif est plus réticent à exposer les raisons du revirement. Il est, ces dernières années, plus clair quant à l'influence des jurisprudences européennes et des décisions du Conseil constitutionnel sur les orientations nouvelles de la jurisprudence administrative. Depuis le début des années deux mille, les arrêts de revirement faisant une référence directe aux décisions de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne et aux principes d'interprétation dégagés par elles, se sont multipliés (71). Ce faisant, le Conseil d'État clarifie son office de juge européen de droit commun par rapport aux juridictions européennes. Dans le même sens, l'influence des décisions du Conseil constitutionnel est, dans la motivation de certains revirements, explicitée par une mention expresse à la jurisprudence du Conseil constitutionnel (72). Cette mention ne saurait être toujours synonyme d'adhésion pleine et entière de la part du Conseil d'État, qui, au moyen d'explications pédagogiques, s'attache parfois à circonscrire la réception de la jurisprudence évoquée (73). Toutefois, la référence directe à la jurisprudence des juridictions européennes ou aux décisions du Conseil constitutionnel demeure encore relativement rare et n'est régulièrement effectuée que dans le fichage (74). Les raisons du revirement sont le plus souvent exposées hors l'arrêt. Depuis les années deux mille, des techniques de communication se sont systématisées sous l'impulsion du vice-président du Conseil d'État J.-M. Sauvé. Ainsi, se généralisent la mise en ligne de la base Ariane Web, la diffusion sur le site internet du Conseil d'État d'entretiens, de communiqués et de conférences de presse dans lesquels sont parfois identifiés les revirements, comme l'illustrent par exemple les communiqués accompagnant les arrêts *Département de Tarn-et-Garonne* (75) et *M<sup>me</sup> Perreux* (76). Des procédés de communication similaires sont adoptés par la Cour de cassation (77). La politique jurisprudentielle du juge administratif en matière de communication a pris un tour nouveau ces dernières années puisque le Conseil d'État a amorcé une méthode inédite avec l'arrêt *Hasbro European Trading BV* en communiquant en amont de la consécration du revirement, dans une rubrique « actualités », les raisons justifiant que se pose la question du maintien de la jurisprudence établie, qui tiennent, dans cette affaire, à l'évolution des textes réglementaires et à la consécration de la décision de section n° 259004 (78). Cette décision du 13 mars 2020 fait donc figure de revirement annoncé. La communication mise en oeuvre concernant l'arrêt *GISTI* (79) du 12 juin 2020 est

également illustrative. L'on ne peut que s'en réjouir. Toutefois, le Conseil d'État rendant ainsi publiques les raisons justifiant que se pose la question de l'abandon de la jurisprudence existante avant même que le revirement soit prononcé, l'on peut se demander pourquoi ces raisons ne figurent pas dans l'arrêt. L'argument tiré de ce qu'exposer les raisons d'un tel choix conduit inévitablement à s'exposer à la critique ne tient plus dès lors que ces éléments sont publiés par ailleurs.

La politique jurisprudentielle du juge administratif doit donc évoluer vers plus de lisibilité et de transparence. La comparaison avec le juge judiciaire est à cet égard éclairante. Il reste que, et là est toute la difficulté, l'enrichissement de la motivation doit éviter l'écueil de nuire à la lisibilité de la décision par un excès de détails ou de masquer la portée de l'arrêt derrière des considérations avancées à dessein pour justifier les différences de solutions. Il serait vain de penser que toutes les considérations ayant présidé aux choix du juge puissent ou doivent être retranscrites dans l'arrêt. Certaines considérations sont ainsi omises de la motivation de la Cour de cassation. Seule l'interprétation retenue est expliquée, les autres interprétations envisageables étant passées sous silence. La motivation du revirement n'est donc pas neutre, tant cela dit des choses sur l'office du juge et sur la manière dont il conçoit cet office.



### Mots clés :

**CONTENTIEUX** \* Procédure administrative contentieuse \* Pouvoirs et devoirs du juge \* Office du juge \* Motivation  
\* Revirement de jurisprudence





(1) P. Frydman, « Non, rien de rien... », AJDA 2019. 2081 .





(2) <https://bit.ly/3xtcYgd>.








(3) CEDH 9 janv. 2007, n° 20127/03 , *Arnolin c/ France*, D. 2007. 580, obs. J. Cortot  ; RDT 2007. 179, obs. T. Aubert-Monpeyssen  ; RDSS 2007. 315, note D. Boulmier .

(4) CEDH 14 janv. 2010, n° 36815/03 , *Atanasovski c/ ex-République yougoslave de Macédoine*, § 36 s, AJDA 2010. 997, chron. J.-F. Flauss .

(5) Trib. UE, 17 mars 2010, aff. T-78/09 P, *Parlement européen c/ Laurent Collée*, § 45.

(6) CE, 20 déc. 2000, n° 206745 , *Ouatah*, Lebon p. 643  ; AJDA 2001. 149  ; *ibid.* 146, chron. M. Guyomar et P. Collin  ; RFDA 2001. 371, concl. F. Lamy .

(7) CE, 18 nov. 2005, n° 271898 , *Société fermière de Campoloro*, Lebon p. 515  ; AJDA 2006. 137 , chron. C. Landais et F. Lenica  ; *ibid.* 2007. 1218, étude P. Cassia  ; D. 2006. 13  ; RFDA 2006. 341, note P. Bon .

(8) Opérant une référence à la jurisprudence abandonnée : Com. 8 févr. 2011, n° 10-11.896 , Bull., IV, n° 20 ; D. 2011. 1314, obs. A. Lienhard  , note N. Molfessis et J. Klein  ; *ibid.* 1321, note F. Marmoz  ; *ibid.* 2758, obs. J.-C. Hallouin, E. Lamazerolles et A. Rabreau  ; Rev. sociétés 2011. 288, note P. Le Cannu  ; RTD civ. 2011. 493, obs. P. Deumier .

(9) P. Martin (dir.), Rapport sur la rédaction des décisions de la juridiction administrative, avr. 2012, p. 32.

(10) J.-M. Sauvé, « Comprendre et réguler le droit globalisé ou comment dompter la Chimère ? », 20 mai 2015, site internet du Conseil d'État.

(11) J.-M. Sauvé, « Le Conseil d'État a été replacé au centre du débat juridictionnel européen », AJDA 2018. 1004

(12) CE, 24 mars 2006, n° 288460, *Société KPMG, Société Ernst & Young Audit*, Lebon p. 154 ; AJDA 2006. 1028, chron. C. Landais et F. Lenica ; *ibid.* 841, tribune B. Mathieu ; *ibid.* 897, tribune F. Melleray ; D. 2006. 1224 ; *ibid.* 1190, chron. P. Cassia ; *ibid.* 1226, point de vue R. Dammann ; Rev. sociétés 2006. 583, note P. Merle ; RFDA 2006. 463, concl. Y. Aguila ; *ibid.* 483, note F. Moderne ; RTD civ. 2006. 527, obs. R. Encinas de Munagorri.












































(13) CE, 6 nov. 2002, n° 223041, *Mme Soulier cl Commune de Castries*, Lebon p. 369 ; AJDA 2002. 1434, chron. F. Donnat et D. Casas ; AJFP 2003. 20, note A. Fuchs ; RFDA 2003. 225, concl. S. Austray ; *ibid.* 240, note P. Delvolvé ; CE, 12 déc. 2003, n° 239507, *USPAC CGT - Syndicat CGT des personnels des affaires culturelles*, Lebon p. 508 ; AJDA 2004. 199, chron. F. Donnat et D. Casas ; D. 2005. 34 ; *ibid.* 26, obs. P.-L. Frier ; RFDA 2004. 322, concl. G. Le Chatelier ; CE, 11 déc. 2006, n° 234560, *Société De Groot En Slot Allium BV, Société Bejo Zaden BV*, Lebon p. 512 ; AJDA 2007. 136, chron. C. Landais et F. Lenica ; D. 2007. 994, note O. Steck ; RFDA 2007. 372, concl. F. Séners ; RTD civ. 2007. 299, obs. P. Remy-Corlay ; RTD eur. 2007. 473, étude F. Dieu ; *ibid.* 2008. 835, chron. D. Ritleng, A. Bouveresse et J.-P. Kovar.



(14) CE, 9 nov. 2015, n° 342468, *Sté Constructions mécaniques de Normandie*, Lebon p. 379 ; AJDA 2016. 213, note A. Jacquemet-Gauché ; *ibid.* 2015. 2116 ; Just. & cass. 2016. 158, concl. R. Decout-Paolini ; RFDA 2016. 145, concl. R. Decout-Paolini ; RDSS 2016. 171, note C. Willmann ; CE, 9 nov. 2015, n° 359548, *MAIF et association Centre Lyrique d'Auvergne*, Lebon p. 386 ; AJDA 2016. 213, note A. Jacquemet-Gauché ; *ibid.* 2015. 2116 ; Just. & cass. 2016. 158, concl. R. Decout-Paolini ; AJCT 2016. 226, obs. O. Didriche ; RFDA 2016. 145, concl. R. Decout-Paolini ; CE, 31 mai 2016, n° 396848, *Gonzalez-Gomez*, Lebon p. 208 ; AJDA 2016. 1092 ; *ibid.* 1398, chron. L. Dutheillet de Lamothe et G. Odinet ; D. 2016. 1470, obs. M.-C. de Montecler ; *ibid.* 1472, note H. Fulchiron ; *ibid.* 1477, note B. Haftel ; *ibid.* 2017. 729, obs. F. Granet-Lambrechts ; *ibid.* 781, obs. J.-C. Galloux et H. Gaumont-Prat ; *ibid.* 935, obs. RÉGINE ; *ibid.* 1011, obs. H. Gaudemet-Tallon et F. Jault-Seseke ; AJ fam. 2016. 439, obs. C. Siffrein-Blanc ; *ibid.* 360, obs. A. Dionisi-Peyrusse ; RFDA 2016. 740, concl. A. Bretonneau ; *ibid.* 754, note P. Delvolvé ; RTD civ. 2016. 578, obs. P. Deumier ; *ibid.* 600, obs. J. Hauser ; *ibid.* 802, obs. J.-P. Marguénaud ; *ibid.* 834, obs. J. Hauser ; RTD eur. 2017. 319, obs. D. Ritleng

(15) V. par ex. CE, 4 avr. 2005, n° 267325, *Commune de Sainte-Geneviève-des-Bois*, Lebon p. 1020 ; AJDA 2005. 1311.





(16) CE, 29 juin 2011, n° 335953, *Schmit*, Lebon p. 1047 ; AJDA 2011. 2031 ; CE, 24 janv. 2007, n° 290476, *Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire cl Doumbia*, Lebon p. 885.


(17) CE, 5 avr. 2002, n° 219829, *Edelson cl Commission supérieure de la carte d'identité des journalistes professionnels*, Lebon T. p. 936 ; CE, 3 mai 2002, n° 182508, *M. et Mme Cardon*, Lebon p. 169 ; RDI 2002. 334, obs. P. Soler-Couteaux ; CE, 6 nov. 2002, n° 223041, *Mme Soulier cl Commune de Castries*, Lebon p. 369 ; AJDA 2002. 1434, chron. F. Donnat et D. Casas ; AJFP 2003. 20, note A. Fuchs ; RFDA 2003. 225, concl. S. Austray ; *ibid.* 240, note P. Delvolvé ; CE, 12 déc. 2003, n° 239507, *USPAC CGT - Syndicat CGT des personnels des affaires culturelles*, Lebon p. 508 ; AJDA 2004. 199, chron. F. Donnat et D. Casas ; D. 2005.

34  ; *ibid.* 26, obs. P.-L. Frier  ; RFDA 2004. 322, concl. G. Le Chatelier  ; CE, 30 juill. 2003, n° 252712 , *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice c/ M. Remli*, Lebon p. 366  ; AJDA 2003. 2090  , note D. Costa  ; D. 2003. 2331  , note M. Herzog-Evans  ; AJ pénal 2003. 74, obs. P. R.  ; RSC 2005. 390, obs. P. Poncela  ; CE, 16 févr. 2004, n° 251718 , *Ghouzi c/ Ministère de l'Intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales*, Lebon p. 79  ; CE, 12 mai 2004, n° 192595 , *Commune de la Ferté-Milon*, Lebon p. 226  ; AJDA 2004. 1378  , note J.-D. Dreyfus  ; D. 2004. 1564  ; RFDA 2004. 1183, concl. E. Glaser  ; *ibid.* 1188, note F. Moderne  ; CE, 7 juill. 2004, n° 230169 , *Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie c/ SARL Ghesquière Equipement*, Lebon p. 310  ; CE, 3 déc. 2004, n° 260786 , *Quinio*, Lebon p. 448  ; AJDA 2005. 189  , chron. C. Landais et F. Lenica  ; D. 2005. 941  , note J. Davia  ; AJFP 2005. 141  , note M. Mankou  ; RFDA 2005. 358, concl. Y. Aguila  ; CE, 11 févr. 2005, n° 252169 , *GIE Axa Courtage*, Lebon p. 45  ; AJDA 2005. 663  , chron. C. Landais et F. Lenica  ; D. 2005. 1762  , note F. Lemaire  ; AJ pénal 2005. 198, obs. C. S. Enderlin  ; RFDA 2005. 595, concl. C. Devys  ; *ibid.* 602, note P. Bon  ; RDSS 2005. 466, note D. Cristol  ; RTD civ. 2005. 585, obs. J. Hauser  ; CE, 24 mars 2006, n° 257330 , *SA Martell & Co*, Lebon p. 164  ; CE, 24 févr. 2006, n° 266462 , *Commune de Lapradelle Puilaurens*, Lebon p. 90  ; AJDA 2006. 517  ; AJFP 2006. 212  , note C. Moniolle  ; CE, 17 mai 2006, n° 270831 , *Ministre de la Défense c/ Gesret*, Lebon p. 258  ; AJDA 2006. 1071  ; CE, 11 déc. 2006, n° 234560 , *Société De Groot En Slot Allium BV, Société Bejo Zaden BV*, Lebon p. 512  ; AJDA 2007. 136  , chron. C. Landais et F. Lenica  ; D. 2007. 994  , note O. Steck  ; RFDA 2007. 372, concl. F. Séners  ; RTD civ. 2007. 299, obs. P. Remy-Corlay  ; RTD eur. 2007. 473, étude F. Dieu  ; *ibid.* 2008. 835, chron. D. Ritleng, A. Bouveresse et J.-P. Kovar .







(18) CE, 12 mai 2004, n° 192595 , *Commune de la Ferté-Milon*, Lebon p. 226 , préc.


















(19) CE, 28 mai 1971, n° 72369 , *Ville de Saint-Jean-de-Maurienne c/ Pion*, Lebon p. 403 .








(20) CE, 13 mars 2020, n° 435634 , *Sté Hasbro European Trading BV*, Lebon p. 94  ; AJDA 2020. 599  ; *ibid.* 2021. 2266, chron. C. Malverti et C. Beaufils .










(21) C. Landais et F. Lenica, « Chronique de jurisprudence sous CE, sect., 10 mars 2006, *Société Leroy Merlin* », AJDA 2006. 796 .












(22) CE, 20 déc. 2000, n° 206745 , *Ouatah*, Lebon p. 643 , préc.







(23) CE, 22 avr. 2005, n° 257877 , *Commune de Barcarès*, Lebon p. 170  ; AJDA 2005. 918  ; *ibid.* 1621 , chron. C. Landais et F. Lenica  ; RFDA 2005. 557, concl. J.-H. Stahl .

(24) CE, 16 juill. 2007, n° 291545 , *Société Tropic travaux signalisation*, Lebon p. 360  ; AJDA 2007. 1577 , chron. F. Lenica et J. Boucher  ; *ibid.* 1497, tribune S. Braconnier  ; *ibid.* 1777, tribune J.-M. Woehrling  ; D. 2007. 2500  , note D. Capitant  ; RDI 2007. 429, obs. J.-D. Dreyfus  ; *ibid.* 2008. 42, obs. R. Noguellou  ; *ibid.* 2009. 246, obs. R. Noguellou  ; RFDA 2007. 696, concl. D. Casas  ; *ibid.* 917, étude F. Moderne  ; *ibid.* 923, note D. Pouyaud  ; *ibid.* 935, étude M. Canedo-Paris  ; RTD civ. 2007. 531, obs. P. Deumier  ; RTD eur. 2008. 835, chron. D. Ritleng, A. Bouveresse et J.-P. Kovar .

(25) CE, 3 oct. 2008, n° 305420 , *Syndicat mixte intercommunal de réalisation et de gestion pour l'élimination des ordures ménagères du secteur est de la Sarthe (SMIRGEOMES)*, Lebon p. 324  ; AJDA 2008. 1855  ; *ibid.* 2161  , chron. E. Geffray et S.-J. Liéber  ; *ibid.* 2374, étude P. Cassia  ; RDI 2008. 499, obs. S. Braconnier  ; RFDA 2008. 1128, concl. B. Dacosta  ; *ibid.* 1139, note P. Delvolvé .

(26) CE, 28 déc. 2009, n° 304802 , *Commune de Béziers*, Lebon p. 509  ; AJDA 2010. 4  ; *ibid.* 142 , chron. S.-J. Liéber et D. Botteghi  ; D. 2011. 472, obs. S. Amrani-Mekki et B. Fauvarque-Cosson  ; RDI 2010. 265, obs. R. Noguellou  ; AJCT 2010. 114, Pratique O. Didriche  ; RFDA 2010. 506, concl. E. Glaser  ; *ibid.* 519, note D. Pouyaud  ; RTD com. 2010. 548, obs. G. Orsoni  ; Rev. UE 2015. 370, étude G. Eckert .






(27) CE, 21 mars 2011, n° 304806 , *Commune de Béziers*, Lebon p. 117  ; AJDA 2011. 591  ; *ibid.* 670 , chron. A. Lallet  ; D. 2011. 954, obs. M.-C. de Montecler  ; RDI 2011. 270, obs. S. Braconnier  ; AJCT 2011. 291 , obs. J.-D. Dreyfus  ; RFDA 2011. 507, concl. E. Cortot-Boucher  ; *ibid.* 518, note D. Pouyaud .







(28) V. CE, 12 juin 2020, n°s 422327  et 431026, *Graner*, Lebon p. 213  ; AJDA 2020. 1197  ; *ibid.* 1416 , chron. C. Malverti et C. Beaufiles  ; CE, ass., 16 déc. 2020, Fédération CFDT des finances et autres, n° 440258  440289 440457, Lebon 467












(29) CE, 12 juin 2020, n° 422327 , *Graner*, Lebon p. 213 , préc.


(30) CE, 29 juin 2011, n° 335072 , *Mme Rouzaud*, Lebon p. 306  ; AJDA 2011. 1351 










(31) CE, 16 juill. 2007, n° 291545 , *Société Tropic travaux signalisation*, Lebon p. 360 .







(32) V. Cass., ass. plén., 21 déc. 2006, n° 00-20.493 , D. 2007. 835, et les obs. , note P. Morvan  ; RTD civ. 2007. 72, obs. P. Deumier  ; *ibid.* 168, obs. P. Théry .

(33) Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2016, n° 15-10.552 , D. 2016. 841  ; *ibid.* 2017. 181, obs. E. Dreyer  ; Légipresse 2016. 262 et les obs.  ; RTD civ. 2017. 77, obs. P. Deumier  ; *ibid.* 207, obs. P. Théry .







(34) CE, 2 sept. 2009, n° 297013 , *Assistance publique de Marseille*, Lebon p. 917  ; AJDA 2009. 1584  . V. égal. CE, 7 oct. 2009, n° 309499 , *Société d'équipement de Tahiti et des Iles*, Lebon p. 738  ; AJDA 2009. 2480 , note J.-D. Dreyfus  ; *ibid.* 2437, chron. S. Nicinski, E. Glaser et P.-A. Jeanneney  ; *ibid.* 2010. 1062, étude E. Untermaier  ; CE, 13 mars 2020, n° 435634 , *Sté Hasbro European Trading BV*, Lebon p. 94 , préc.

(35) Civ. 1<sup>re</sup>, 6 avr. 2016, n° 15-10.552 , préc.











(36) Civ. 1<sup>re</sup>, 21 mars 2000, n° 98-11.982 , Bull. civ. I, n° 97 ; D. 2000. 593 , note C. Atias  ; RTD civ. 2000. 592, obs. P.-Y. Gautier  ; *ibid.* 666, obs. N. Molfessis  ; RTD com. 2000. 707, obs. B. Bouloc  . V. égal. Civ. 1<sup>re</sup>, 18 juin 2009, n° 08-16.914 et 07-14.932, Bull. civ. I, n° 124 ; D. 2009. 2058, chron. P. Chauvin, N. Auroy et C. Creton  ; *ibid.* 2567, chron. N. Molfessis  ; Civ. 2<sup>e</sup>, 4 mars 2021, n° 19-21.578 .








(37) Soc. 22 sept. 2010, n° 09-40.968 , Bull. civ. V, n° 191 ; D. 2010. 2233  ; Dr. soc. 2010. 1150, note C. Radé  ; *ibid.* 1268, obs. L. Pécaut-Rivolier  ; Civ. 2<sup>e</sup>, 3 juin 2010, n° 09-13.579  ; Civ. 2<sup>e</sup>, 19 nov. 2009, n° 08-21.230 .







(38) V. par ex. CEDH 18 déc. 2008, n° 20153/04, *UNEDIC c/ France*, § 74, AJDA 2009. 872, chron. J.-F. Flauss .





(39) Cass., ass. plén., 2 avr. 2021, n° 19-18.814 , D. 2021. 1164, et les obs. , note B. Hafel  ; *ibid.* 1980, obs. M. Bacache, A. Guégan et S. Porchy-Simon  ; AJ fam. 2021. 312, obs. J. Houssier  ; RTD civ. 2021. 607, obs. P. Deumier .

(40) P. Roubier, *Le droit transitoire : Conflits de lois dans le temps*, 2<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris, 2008, 590 p.



(41) CE, 30 juin 2017, n° 398445 , *Syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche*, Lebon p. 209  ; AJDA 2017. 1359  ; *ibid.* 1669 , chron. G. Odinet et S. Roussel  ; AJCT 2017. 455 , obs. S. Hul  ; AJ contrat 2017. 387, obs. J.-D. Dreyfus  ; RFDA 2017. 937, concl. G. Pellissier  ; RTD com. 2017. 587, obs. F. Lombard .



(42) Civ. 2<sup>e</sup>, 8 juill. 2004, n° 01-10.426 , *Radio France*, Bull., II, n° 387, p. 323 ; D. 2004. 2956 , note C. Bigot  ; *ibid.* 2005. 247, chron. P. Morvan  ; AJ pénal 2004. 411, obs. J. Leblois-Happe  ; RTD civ. 2005. 176, obs. P. Théry  ; Cass., ass. plén., 21 déc. 2006, n° 00-20.493 , Bull., A.P., n° 15, p. 52, préc.




















(43) V. par ex. CE, sect., 2 déc. 2016, n<sup>os</sup> 387613 , 387631, 387632, 387633, 387635, 387636, 387637, 387638, *Ministre des finances et des comptes publics c/ Sté Export Press*, Lebon p. 518  ; AJDA 2016. 2354  ; JA 2017, n° 552, p. 12, obs. Rudi Fievet  ; AJ fam. 2017. 94, obs. S. Paillard  ; RFDA 2017. 351, note B. Plessix .





(44) V. par ex. CE, 13 mars 2020, n° 435634 , *Sté Hasbro European Trading BV*, Lebon p. 94  ; préc. ; CE, 30 juin 2017, n° 398445 , *Syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche*, Lebon p. 209 , préc.


(45) Sur cette question : S. Hourson, Les revirements d'application immédiate, RFDA 2019. 805 .

(46) CE, 30 juin 2017, n° 398445 , *Syndicat mixte de promotion de l'activité transmanche*, Lebon p. 209 , préc.

(47) V. par ex. : Civ. 1<sup>re</sup>, 4 juin 2014, n° 13-14.363 , D. avocats 2014. 267, obs. G. Deharo .

(48) V. par ex. : Crim. 25 nov. 2020, n° 18-86.955 , D. 2021. 167 , note G. Beaussonie  ; *ibid.* 161, avis R. Salomon  ; *ibid.* 379, chron. M. Fouquet, A.-L. Méano, A.-S. de Lamarzelle, C. Carbonaro et L. Ascensi  ; *ibid.* 477, chron. F. Dournaux  ; *ibid.* 2109, obs. G. Roujou de Boubée, T. Garé, C. Ginestet, M.-H. Gozzi, S. Mirabail et E. Tricoire  ; JA 2020, n° 630, p. 3, édito. B. Clavagnier  ; AJ pénal 2020. 576, note D. Apelbaum et A. Battaglia  ; Rev. sociétés 2021. 79, étude B. Bouloc  ; *ibid.* 115, note H. Matsopoulou  ; RSC 2021. 69, obs. P. Beauvais  ; *ibid.* 525, obs. D. Zerouki-Cottin  ; RTD civ. 2021. 133, obs. H. Barbier  ; RTD com. 2020. 961, obs. L. Saenko  ; *ibid.* 2021. 142, obs. A. Lecourt  ; Civ. 2<sup>e</sup>, 26 nov. 2020, n° 18-22.069 , D. 2020. 2403  ; *ibid.* 2021. 491, chron. G. Guého, O. Talabardon, S. Lemoine, E. de Leiris, S. Le Fischer et T. Gauthier .

(49) CAA de Nantes, 10 mars 2016, n° 14NT03040  ; CAA de Douai, 7 mai 2019, n° 17DA00605  ; CAA de Marseille, 4 févr. 2021, n° 19MA01907  ; CAA Bordeaux, 19 avr. 2022, n° 19BX04814 .

(50) CE, 28 déc. 2012, n° 339117 , inédit au Lebon.

(51) CE, 27 juill. 2009, n° 297474<sup>☞</sup>, *SA General électric capital fleet services*, Lebon T. p. 700-704-736<sup>☞</sup>.

(52) CE, 25 nov. 2020, n° 438002<sup>☞</sup>, *Association Section française de l'Observatoire international des prisons*, inédit au Lebon.

(53) P. Mouzet, « Sur les revirements du Conseil constitutionnel », RD publ. 2002. 1647.

(54) N. Jacquot et N. Guiland, « Recours pour excès de pouvoir - R.I.P. le REP ? À propos de CE, sect., 13 mars 2020, n° 435634<sup>☞</sup> », RD fisc. 2020. 3.

(55) K. Ciavaldini, concl. sous CE, sect., 13 mars 2020, n° 435634<sup>☞</sup>, RD fisc. 2020, comm. 225.

(56) L'art. R. 312-8 CRPA dispose que « les circulaires et instructions adressées par les ministres aux services et établissements de l'État sont publiées sur un site relevant du Premier ministre ».

(57) CE, 4 févr. 2022, n° 457135, *Commune de Noisy-le-Grand*, Lebon<sup>☞</sup> ; AJDA 2022. 253<sup>☞</sup> ; AJFP 2022. 241, et les obs.<sup>☞</sup> ; AJCT 2022. 282, obs. L. Derridj<sup>☞</sup>.

(58) CE, 14 mai 2007, n° 273244<sup>☞</sup>, *Caussade*, Lebon T. p. 644<sup>☞</sup> ; AJDA 2007. 1054<sup>☞</sup> ; *ibid.* 1487<sup>☞</sup>, note M.-C. Montecler<sup>☞</sup> ; AJFP 2008. 47, et les obs.<sup>☞</sup>

(59) M.-G. Merloz, Conclusions sous CE 4 févr. 2022, n° 457135<sup>☞</sup>, arianeweb, <https://bit.ly/2QtFYxX>.

(60) *Ibid.*, V. par ex. CE, 14 mai 2007, n° 273244<sup>☞</sup>, préc., dont le fichage ne mentionne pas l'abandon du précédent.

















(61) Ph. Martin [dir.], Rapport du Conseil d'État sur La rédaction des décisions de la juridiction administrative, avr. 2012, site du Conseil d'État, p. 32








(62) Vade-mecum sur la rédaction des décisions de la juridiction administrative, 10 déc. 2018, site du Conseil d'État, p. 10-11




(63) J.-M. Sauvé, « Comprendre et réguler le droit globalisé ou comment dompter la Chimère ?, 20 mai 2015 », site du Conseil d'État.












(64) Ph. Martin [dir.], *op. cit.* p. 30.

(65) P. Deumier, Motivation enrichie : bilan et perspectives, D. 2017. 1783<sup>☞</sup>.







(66) Com. 8 févr. 2011, n° 10-11.896 , *PB et M Ile-de-France Nord (Sté)*, Bull., IV, n° 20 ; D. 2011. 1314, obs. A. Lienhard  ; note N. Molfessis et J. Klein  ; *ibid.* 1321, note F. Marmoz  ; *ibid.* 2758, obs. J.-C. Hallouin, E. Lamazerolles et A. Rabreau  ; Rev. sociétés 2011. 288, note P. Le Cannu  ; RTD civ. 2011. 493, obs. P. Deumier  ; Soc. 31 janv. 2012, n° 11-20.232  et 11-20.233, *Dassault aviation (Sté) c/ Comité d'entreprise de la société Dassault Falcon service*, Bull., V, n° 37 ; D. 2012. 443  ; *ibid.* 1765, chron. P. Bailly, E. Wurtz, F. Ducloz, P. Flores, L. Pécaut-Rivolier et A. Contamine  ; *ibid.* 2622, obs. P. Lokiec et J. Porta  ; RDT 2012. 168, obs. T. Grumbach  ; Civ. 2<sup>e</sup>, 25 juin 2020, n° 19-23.219  , D. 2020. 1409  ; Rev. prat. rec. 2020. 12, obs. O. Cousin, M. Draillard, E. Joly et R. Laher  ; *ibid.* 12, obs. O. Cousin, M. Draillard, E. Joly et R. Laher .













(67) Com. 8 févr. 2011, n° 10-11.896 , D. 2011. 1314, obs. A. Lienhard  ; note N. Molfessis et J. Klein  ; *ibid.* 1321, note F. Marmoz  ; *ibid.* 2758, obs. J.-C. Hallouin, E. Lamazerolles et A. Rabreau  ; Rev. sociétés 2011. 288, note P. Le Cannu  ; RTD civ. 2011. 493, obs. P. Deumier .

(68) Civ. 1<sup>re</sup>, 19 mai 2021, n° 19-25.749 , D. 2021. 1033  ; *ibid.* 2022. 310, obs. R. Boffa et M. Mekki .



(69) Cass., ch. mixte, 24 févr. 2017, n° 15-20.411 , D. 2017. 793, obs. N. explicative de la Cour de cassation  ; note B. Fauvarque-Cosson  ; *ibid.* 1149, obs. N. Damas  ; *ibid.* 2018. 371, obs. M. Mekki  ; AJDI 2017. 612  ; obs. M. Thioye  ; *ibid.* 2018. 11, étude H. Jégou et J. Quiroga-Galdo  ; AJ contrat 2017. 175  ; obs. D. Houtcieff  ; RTD civ. 2017. 377, obs. H. Barbier .




















(70) P. Deumier, « Jurisprudence », Rép. civ., Dalloz, nov. 2017 (actualisation : juill. 2019)

(71) V. par ex. : CE, 18 déc. 2002, n° 241605 , *Office national interprofessionnel des céréales*, Lebon p. 613  ; CE, 3 oct. 2011, n° 325356 , *France Agrimer*, Lebon p. 767  ; CE, 7 oct. 2020, n° 426661 , *Ministre de l'action et des comptes publics*, Lebon P. 723 .

(72) CE, 12 juin 2020, n<sup>os</sup> 422327  et 431026, Lebon p. 213  , préc. ; CE, 16 déc. 2020, n<sup>os</sup> 440258 , 440289 et 440457, *Fédération CFDT des Finances, Confédération générale du travail, Fédération des personnels des services publics et des services de santé Force Ouvrière*, Lebon p. 467  ; AJDA 2021. 258  , chron. C. Malverti et C. Beaufile  ; *ibid.* 2020. 2463  ; D. 2021. 18, et les obs.  ; AJFP 2021. 75, et les obs.  ; AJCT 2021. 143, obs. G. Durand  ; RFDA 2021. 171, concl. V. Villette  ; RTD civ. 2021. 94, obs. P. Deumier .

(73) CE, 16 déc. 2020, Fédération CFDT des finances et autres, préc.

(74) V. CE, 30 déc. 2003, n° 251120 , *Beausoleil, M<sup>me</sup> Richard*, Lebon p. 531  ; AJDA 2004. 1301  , note F. Rolin  ; RFDA 2004. 365, concl. M. Guyomar  ; CE, 16 déc. 2020, Fédération CFDT des finances et autres, préc.

(75) CE, 4 avr. 2014, n° 358994 , *Département de Tarn-et-Garonne*, Lebon p. 70  ; AJDA 2014. 764  ; *ibid.* 1035  ; *ibid.* 945, tribune S. Braconnier  , chron. A. Bretonneau et J. Lessi  ; D. 2014. 1179, obs. M.-C. de Montecler  ; note M. Gaudemet et Angélique Dizier  ; RDI 2014. 344, obs. S. Braconnier  ; AJCT 2014. 375  , obs. S. Dyens  ; *ibid.* 380, interview S. Hul  ; *ibid.* 434, Pratique O. Didriche  ; *ibid.* 2015. 32, Pratique S. Hul  ; AJCA 2014. 80, obs. J.-D. Dreyfus  ; RFDA 2014. 425, concl. B. Dacosta  ; *ibid.* 438, note P. Delvolvé  ; RTD com. 2014. 335, obs. G. Orsoni  ; Rev. UE 2015. 370, étude G. Eckert .

(76) CE, 30 oct. 2009, n° 298348<sup>☞</sup>, *Mme Perreux*, Lebon p. 407<sup>📖</sup> ; AJDA 2009. 2028<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2391<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2385, chron. S.-J. Liéber et D. Botteghi<sup>📖</sup>, chron. S.-J. Liéber et D. Botteghi<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2010. 1412, étude L. Coutron<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2014. 120, chron. F. Raynaud<sup>📖</sup> ; D. 2010. 553, obs. M.-C. de Montecler<sup>📖</sup>, note G. Calvès<sup>📖</sup> ; *ibid.* 351, note P. Chrestia<sup>📖</sup> ; AJFP 2010. 76, et les obs.<sup>📖</sup> ; RFDA 2009. 1125, concl. M. Guyomar<sup>📖</sup> ; *ibid.* 1146, note P. Cassia<sup>📖</sup> ; *ibid.* 1269, chron. T. Rambaud et A. Roblot-Troizier<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2010. 126, note M. Canedo-Paris<sup>📖</sup> ; *ibid.* 201, chron. C. Santulli<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2011. 377, chron. L. Clément-Wilz, F. Martucci et C. Mayeur-Carpentier<sup>📖</sup> ; RTD eur. 2010. 223, note D. Rittleng<sup>📖</sup> ; *ibid.* 453, chron. D. Rittleng, A. Bouveresse et J.-P. Kovar<sup>📖</sup>

(77) V. par ex. la communication sur Cass., ass. plén., 5 avr. 2019, n° 18-17.442<sup>☞</sup>, D. 2019. 922, et les obs.<sup>📖</sup>, note P. Jourdain<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2058, obs. M. Bacache, A. Guégan et S. Porchy-Simon<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2020. 40, obs. P. Brun, O. Gout et C. Quézel-Ambrunaz<sup>📖</sup> ; JA 2019, n° 598, p. 11, obs. D. Castel<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2021, n° 639, p. 40, étude P. Fadeuilhe<sup>📖</sup> ; AJ contrat 2019. 307, obs. C.-É. Bucher<sup>📖</sup> ; Dr. soc. 2019. 456, étude D. Asquinazi-Bailleux<sup>📖</sup> ; RDT 2019. 340, obs. G. Pignarre<sup>📖</sup> ; RDSS 2019. 539, note C. Willmann<sup>📖</sup> ; Crim. 25 nov. 2020, n° 18-86.955<sup>☞</sup>, D. 2021. 167<sup>📖</sup>, note G. Beaussonie<sup>📖</sup> ; *ibid.* 161, avis R. Salomon<sup>📖</sup> ; *ibid.* 379, chron. M. Fouquet, A.-L. Méano, A.-S. de Lamarzelle, C. Carbonaro et L. Ascensi<sup>📖</sup> ; *ibid.* 477, chron. F. Dournaux<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2109, obs. G. Roujou de Boubée, T. Garé, C. Ginestet, M.-H. Gozzi, S. Mirabail et E. Tricoire<sup>📖</sup> ; JA 2020, n° 630, p. 3, édito. B. Clavagnier<sup>📖</sup> ; AJ pénal 2020. 576, note D. Apelbaum et A. Battaglia<sup>📖</sup> ; Rev. sociétés 2021. 79, étude B. Bouloc<sup>📖</sup> ; *ibid.* 115, note H. Matsopoulou<sup>📖</sup> ; RSC 2021. 69, obs. P. Beauvais<sup>📖</sup> ; *ibid.* 525, obs. D. Zerouki-Cottin<sup>📖</sup> ; RTD civ. 2021. 133, obs. H. Barbier<sup>📖</sup> ; RTD com. 2020. 961, obs. L. Saenko<sup>📖</sup> ; *ibid.* 2021. 142, obs. A. Lecourt<sup>📖</sup>.

(78) <https://bit.ly/3Ud85Sh>.

(79) CE, 12 juin 2020, n° 418142<sup>☞</sup>, *Groupe d'information et de soutien des immigré.e.s*, Lebon p. 192<sup>📖</sup> ; AJDA 2020. 1196<sup>📖</sup> ; *ibid.* 1407<sup>📖</sup>, chron. C. Malverti et C. Beaufiles<sup>📖</sup> ; AJ fam. 2020. 426, obs. C. Bruggiamosca<sup>📖</sup> ; AJCT 2020. 523<sup>📖</sup>, Arrêt du mois S. Renard et E. Pechillon<sup>📖</sup> ; RFDA 2020. 785, concl. G. Odinet<sup>📖</sup> ; *ibid.* 801, note F. Melleray<sup>📖</sup>. <https://bit.ly/3QMAr2P>.

Copyright 2025 - Dalloz – Tous droits réservés